

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'Eau de la Région de Bruxelles-Capitale, le 30 novembre 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif à l'octroi de subventions aux communes pour la mise en oeuvre de l'ordonnance relative au permis d'environnement", a donné le 21 février 1994 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 30 november 1993 door de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende het toekennen van toelagen aan gemeenten voor de inwerkingtreding van de ordonnantie betreffende de milieuvergunning", heeft op 21 februari 1994 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

Pour assurer une meilleure concordance de l'intitulé de l'arrêté en projet avec les termes utilisés à l'article 84 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, qui en constitue le fondement légal, l'intitulé suivant est proposé :

"... relatif à l'octroi de subventions aux communes pour la réalisation des missions visées par l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement".

Préambule.

1. A l'alinéa 1er, les mots ", de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale" doivent être omis.

En outre, l'article 75 de l'ordonnance ne constitue pas le fondement légal de l'arrêté en projet. On écrira donc à la fin de l'alinéa 1er : "... , notamment l'article 84;".

2. En vertu de l'article 24 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, il n'y a pas lieu de mentionner au préambule l'avis de l'inspection des finances lorsque l'accord du Ministre du Budget y figure.

L'alinéa 2 doit donc être omis.

.../...

3. Il convient d'intervertir les alinéas 3 et 4 (devenant 3 et 2) afin de respecter l'ordre chronologique dans lequel les formalités préalables ont été accomplies.

Par ailleurs, il faut mentionner les dates auxquelles les formalités préalables ont été accomplies, c'est-à-dire, en ce qui concerne l'accord du Ministre du Budget, celle du 14 janvier 1994 et, en ce qui concerne l'avis du Conseil de l'environnement, celle du 15 juin 1993.

4. Le considérant doit être omis.

Proposant.

On écrira :

"Sur la proposition du Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,".

Dispositif.

Article 1er.

Compte tenu des explications du délégué du Gouvernement, le texte suivant est proposé :

"Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le ministre qui a l'environnement dans ses attributions peut octroyer aux communes des subventions pour le recrutement et l'occupation, pendant une année, du personnel

.../...

complémentaire que requiert la bonne exécution des missions qui leur sont confiées par l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement.

Ces subventions sont octroyées par le Gouvernement lorsque leur montant dépasse celui au-delà duquel les dispositions réglant le fonctionnement du Gouvernement ne prévoient pas de délégation de compétence en cas d'octroi de subventions".

Article 2.

1. L'alinéa 1er appelle deux observations :

a. Il ressort des explications du délégué du Gouvernement qu'au 2^o, second tiret, par l'expression "diplôme scientifique", les auteurs du projet entendent viser tout diplôme relatif à un titre d'enseignement supérieur qui ne constitue pas un grade académique au sens des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

L'on relève que le titre d'ingénieur industriel, visé au 2^o, premier tiret, ne figure pas parmi les grades académiques. La distinction que font les auteurs du projet entre les titulaires d'un diplôme d'ingénieur industriel et les titulaires d'un diplôme scientifique prête, dès lors, à équivoque.

.../...

Par ailleurs, il y aurait lieu de préciser quels sont les diplômes scientifiques requis des personnes dont l'engagement par les communes permet à celles-ci de solliciter une subvention.

Enfin, tel qu'il est rédigé, le 2º paraît exclure que l'engagement, par une commune, du titulaire d'un grade académique puisse faire l'objet d'une subvention. On peut se demander si telle est bien l'intention des auteurs de projet. En tout état de cause, on n'aperçoit pas les raisons de cette exclusion qui est de nature à conduire à une violation du principe de l'égalité devant la loi.

Le 2º doit être revu à la lumière de ces observations.

b. Au 2º, second tiret, mieux vaut remplacer les mots "le domaine de l'exploitation d'une entreprise classée au sens de l'ordonnance" par les mots "une installation au sens de l'article 3, 1º, de l'ordonnance précitée du 30 juillet 1992".

2. L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Les subventions sont octroyées :

- 1º pour le recrutement et l'occupation d'agents du niveau 2 affectés à la gestion administrative de dossiers de demande de permis d'environnement;

.../...

- 2° pour le recrutement et l'occupation d'agents du niveau 1 affectés à la gestion des dossiers de permis d'environnement et qui disposent ... (la suite comme au projet, en tenant compte des observations ci-dessus et en subdivisant le texte en lettres, et non en tirets)".

3. A l'alinéa 2, il est proposé d'écrire :

"... et ne peuvent être supérieures à six cent mille francs indexés sur la base de l'index appliqué au traitement d'une personne occupée à temps plein dans la fonction publique".

4. A l'alinéa 3, il ressort des précisions apportées par le délégué du Gouvernement que cet alinéa vise le cas des communes qui, tant que leur budget ou leurs comptes présentent un déficit, ne peuvent engager du personnel que si celui-ci est subsidié.

Compte tenu de cette précision, l'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Pour les communes qui sont tenues de ne procéder à aucun engagement de personnel non subsidié tant que leur budget ou leurs comptes présentent un déficit, la subvention couvre cent pour cent de la rémunération brute de la personne engagée et le plafond visé à l'alinéa 2 ne s'applique pas".

.../...

5. A l'alinéa 4, comme en a convenu le délégué du Gouvernement, il convient de viser toutes les hypothèses où une personne est occupée à temps partiel, et pas seulement celle où elle est occupée à mi-temps.

En outre, il serait plus judicieux que cette disposition forme la seconde phrase de l'alinéa 2.

Le texte suivant est proposé :

"Lorsqu'une personne est occupée à temps partiel, le montant maximum est réduit en proportion".

Article 3.

1. A l'alinéa 1er, il n'est pas tenu compte de l'hypothèse où une commune introduit une demande de subvention destinée à couvrir la rémunération d'une personne occupée à un emploi auquel le recrutement a, une année précédente, donné lieu à l'octroi d'une subvention. Le texte doit être revu en conséquence.

2. La phrase introductive de l'alinéa 2 serait mieux rédigée comme suit :

"La demande contient notamment :".

.../...

A l'alinéa 2, premier tiret (devenant 1^o), il y a lieu de remplacer dans le texte néerlandais, le mot "huidig" par le mot "huidige".

3. A l'alinéa 3, il y a lieu de remplacer dans le texte néerlandais le mot "overgemaakt" par le mot "toegezonden".

Article 4.

1. Dans la phrase introductive, les mots "accordée en principe" sont ambigus et inutiles; ils doivent être omis.

2. Au 1^o, comme en a convenu le délégué du Gouvernement, le mot "après" doit être remplacé par le mot "dès".

En outre, il y a lieu de remplacer dans le texte néerlandais les mots "a rato van" par les mots "naar rata van". Cette remarque vaut également pour le 2^o.

3. On écrira à la fin du 2^o "... et d'un rapport relatif à l'activité de la personne recrutée".

.../...

Articles 5 et 6.

1. Ces articles doivent être intervertis.

2. A l'article 5, devenant l'article 6, on écrira :

"Art. 6. Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté"

Observations finales.

1. Sauf pour l'article 1er, les dispositions du projet doivent être numérotées "Art. 2.", "Art. 3.", etc., non "Article 2.", "Article 3.", etc..

2. Les subdivisions d'une phrase doivent se faire par 1º, 2º, 3º, etc., ceux-ci étant eux-mêmes éventuellement subdivisés en a), b), c), etc.; les tirets sont donc remplacés par 1º, 2º, etc.; ils se termineront par un point virgule.

3. Les délais et les pourcentages doivent s'écrire en toutes lettres.

4. Il faut éviter de faire usage du futur; mieux vaut utiliser l'indicatif présent.

Opschrift.

Om ervoor te zorgen dat het opschrift van het ontworpen besluit beter overeenstemt met de bewoordingen gebruikt in artikel 84 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning, dat de rechtsgrond ervan vormt, wordt het volgende opschrift voorgesteld :

"... betreffende het toekennen van toelagen aan de gemeenten om opdrachten uit te voeren bedoeld in de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning".

Aanhef.

1. In het eerste lid dienen de woorden "van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve" te vervallen.

Bovendien vormt artikel 75 van de ordonnantie niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit. Aan het einde van het eerste lid schrijve men dus : "..., inzonderheid op artikel 84;".

2. Krachtens artikel 24 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole, dient in de aanhef geen melding te worden gemaakt van het advies van de inspectie van Financiën wanneer de akkoordbevinding van de Minister van Begroting erin wordt vermeld.

Het tweede lid moet dus vervallen.

.../...

3. Het derde en het vierde lid (die het derde en het tweede worden) dienen onderling van plaats te worden verwisseld om de tijdsorde van de voorafgaande formaliteiten waaraan is voldaan in acht te nemen.

Bovendien moet melding worden gemaakt van de data waarop aan de voorafgaande formaliteiten is voldaan, te weten, wat de akkoordbevinding betreft van de Minister van Begroting, 14 januari 1994 en, wat het advies betreft van de Raad voor het Leefmilieu, 15 juni 1993.

4. De considerans moet vervallen.

Voordrachtformulier.

Men schrijve :

"Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid,".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Gelet op de door de gemachtigde van de Regering verstrekte uitleg wordt de volgende tekst voorgesteld :

.../...

"Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kan de Minister bevoegd voor Leefmilieu aan de gemeenten toelagen toekennen van het aanwerven en het tewerkstellen, gedurende een jaar, van het bijkomend personeel vereist voor de goede uitvoering van de opdrachten die hun bij de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning zijn toegewezen.

Die toelagen worden door de Regering toegekend wanneer het bedrag ervan hoger ligt dan het bedrag boven hetwelk de bepalingen tot regeling van de werking van de Regering niet voorzien in opdracht van bevoegdheid in het geval dat toelagen worden toegekend".

Artikel 2.

1. Bij het eerste lid behoren twee opmerkingen te worden gemaakt :

a. Uit de door de gemachtigde van de Regering verstrekte uitleg blijkt dat de stellers van het ontwerp, in de bepaling onder 2°, tweede streepje, met de uitdrukking "wetenschappelijk diploma" elk diploma op het oog hebben dat duidt op een bekwaamheidsbewijs van hoger onderwijs en niet op een academische graad in de zin van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens.

Er zij op gewezen dat de titel van industrieel ingenieur, bedoeld in de bepaling onder 2°, eerste streepje,

.../...

niet wordt vermeld als academische graad. Het onderscheid dat de stellers van het ontwerp maken tussen de houders van een diploma van industrieel ingenieur en de houders van een wetenschappelijk diploma geeft bijgevolg aanleiding tot misverstand.

Bovendien zou moeten worden duidelijk gemaakt welke wetenschappelijke diploma's worden vereist van de personen op grond van wier aanwerving de gemeenten een toelage kunnen aanvragen.

Zoals de bepaling onder 2° is gesteld lijkt zij uit te sluiten dat een gemeente voor het aanwerven van iemand met een academische graad, een toelage kan ontvangen. De vraag rijst of dit wel degelijk de bedoeling is van de stellers van het ontwerp. De redenen voor die uitsluiting die kan leiden tot een schending van het beginsel van de gelijkheid voor de wet, zijn in elk geval niet duidelijk.

De bepaling onder 2° moet aan de hand van die opmerkingen worden herzien.

b. In de bepaling onder 2°, tweede streepje, zou het beter zijn de woorden "op het vlak van de exploitatie van een ingedeelde inrichting, in de zin van de ordonnantie" te vervangen door de woorden "een inrichting in de zin van artikel 3, 1°, van de voormelde ordonnantie van 30 juli 1992".

.../...

2. Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"De toelagen worden toegekend :

- 1° voor het aanwerven en tewerkstellen van ambtenaren van niveau 2 belast met het administratieve beheer van dossiers inzake aanvraag om milieuvergunning;
- 2° voor het aanwerven en tewerkstellen van ambtenaren van niveau 1 belast met het beheer van de dossiers inzake milieuvergunningen en die beschikken over ... (voorts zoals in het ontwerp, rekening houdend met de hierboven gemaakte opmerkingen en met dien verstande dat de tekst moet worden ingedeeld aan de hand van letters en niet van streepjes)".

3. In het tweede lid wordt voorgesteld te schrijven :

"... en mogen niet meer bedragen dan zeshonderdduizend frank, geïndexeerd op basis van de index die van toepassing is op de wedde van een persoon die voltijds werkt in overheidsdienst".

4. In het derde lid blijkt uit de door de gemachtigde van de Regering aangebrachte verduidelijkingen dat dit lid doelt op het geval van de gemeenten die, zolang hun begroting en hun rekeningen een tekort tonen, alleen personeel mogen aanwerven als daarvoor een toelage wordt verleend.

.../...

Gelet op die verduidelijking zou het beter zijn het derde lid als volgt te redigeren :

"Voor de gemeenten die geen personeel mogen aanwerven dat niet voor een toelage in aanmerking komt zolang hun begroting en hun rekeningen een tekort tonen, dekt de toelage honderd percent van de brutobezoldiging van de aangeworven persoon en is het in het tweede lid bedoelde plafond niet van toepassing".

5. De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat in het vierde lid behoort te worden verwezen naar alle gevallen waarin een persoon deeltijds is tewerkgesteld en niet alleen het geval waarin die persoon halftijds werkt.

Het zou bovendien oordeelkundiger zijn als die bepaling de tweede zin van het tweede lid vormt.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Wanneer een persoon deeltijds werkt wordt het maximumbedrag naar verhouding verlaagd".

Artikel 3.

1. In het eerste lid wordt geen rekening gehouden met het geval waarin een gemeente een aanvraag indient om een toelage voor het dekken van de bezoldiging van een persoon die een betrekking vervult indien de werving in die betrekking een vorig jaar aanleiding heeft gegeven tot het verlenen van een toelage. De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

.../...

2. Het zou beter zijn de inleidende zin van het tweede lid als volgt te redigeren :

"De aanvraag bevat onder meer het volgende :".

In de bepaling na het eerste streepje, dat 1º wordt, vervange men het woord "huidig" door het woord "huidige".

3. In het derde lid vervange men het woord "overgemaakt" door het woord "toegezonden".

Artikel 4.

1. In de inleidende zin zijn de woorden "princiepelijk verleende" dubbelzinnig en nutteloos; zij moeten vervallen.

2. De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat in de bepaling onder 1º de woorden "na de betoelagingsbeslissing" vervangen moeten worden door de woorden "vanaf de subsidiëringsbeslissing". Men vervange bovendien de woorden "a rato van" door de woorden "naar rata van". Deze laatste opmerking geldt ook voor de bepaling onder 2º.

.../...

3. Aan het slot van de bepaling onder 2° schrijven "... en van een verslag betreffende de activiteit van de aangeworven persoon".

Artikelen 5 en 6.

1. De volgorde van die artikelen moet worden omgekeerd.

2. In artikel 5, dat artikel 6 wordt, schrijven men :

"Art. 6. De Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort is belast met de uitvoering van dit besluit".

SLOTOPMERKINGEN.

1. Behalve artikel 1 moeten de bepalingen van het ontwerp als volgt worden genummerd : "Art. 2", "Art. 3", enz. niet "Artikel 2.", "Artikel 3.", enz.

2. Een zin moet worden ingedeeld in 1°, 2°, enz. welke nummers eventueel zelf verder onderverdeeld worden in a), b), c), enz.; de streepjes worden dus vervangen door 1°, 2°, enz.; ze eindigen met een komma.

.../...

3. De termijnen en de percentages moeten voluit worden geschreven.

4. Het gebruik van de toekomstige tijd moet worden vermeden; het is beter de onvoltooid tegenwoordige tijd te gebruiken.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.